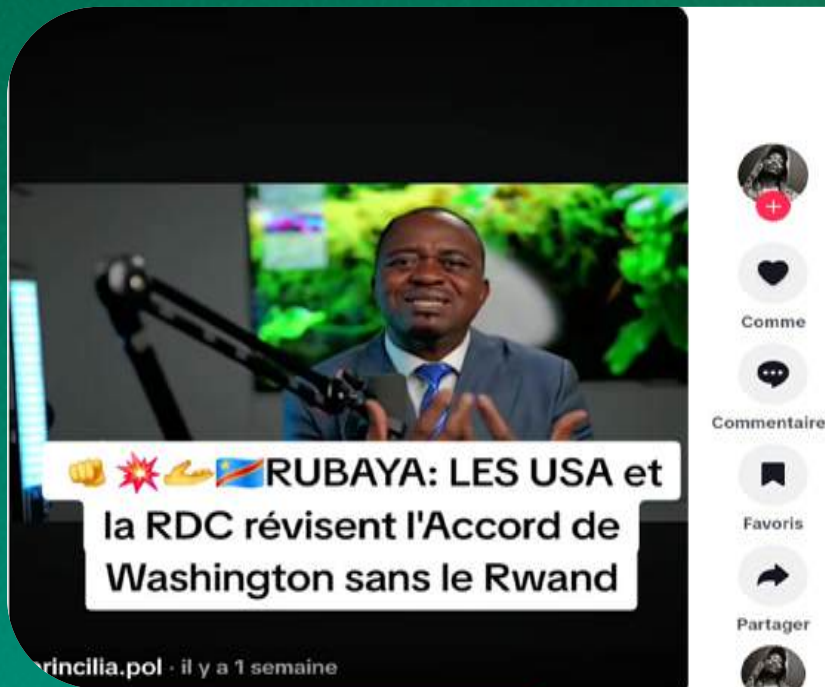


Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING

SEMAINE DU VENDREDI 19 JUIN 2026



Rien ne prouve que le gouvernement congolais et les États-Unis ont révisé l'accord de Washington sans le Rwanda

Une vidéo publiée sur TikTok affirme que la République démocratique du Congo (RDC) et les États-Unis ont révisé l'accord de Washington sans la participation du Rwanda afin d'obtenir la restitution de tous les territoires actuellement contrôlés par les rebelles de l'AFC/M23. Toutefois, les vérifications effectuées n'ont permis de trouver aucun élément crédible confirmant cette affirmation.

Aucune communication officielle des autorités congolaises, américaines ou des parties impliquées dans les discussions autour de cet accord ne mentionne une révision du texte en l'absence du Rwanda.

En deux lignes: Aucune preuve ne permet d'affirmer que les États-Unis et la RDC ont révisé l'accord de Washington sans la participation du Rwanda.

Signé le 27 juin 2025 entre la République démocratique du Congo et le Rwanda sous la médiation des États-Unis, [l'accord de Washington](#) vise à mettre fin au conflit dans l'Est de la RDC et à favoriser la stabilité dans la région des Grands Lacs.

Le texte prévoit notamment le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC, le retrait des forces étrangères présentes illégalement sur son territoire, ainsi que le désarmement et la neutralisation des groupes armés, dont le M23 et les FDLR. Il engage également les parties à respecter un cessez-le-feu et à privilégier le dialogue pour résoudre leurs différends.

Au-delà de son volet sécuritaire, l'accord comporte une dimension économique destinée à renforcer la coopération régionale.

Il encourage la mise en œuvre de projets communs dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de l'exploitation des ressources naturelles, avec pour objectif de promouvoir une croissance partagée et de consolider la paix entre les deux pays.

“Rubaya: Les USA et la RDC révisent l'accord de Washington sans le Rwanda”_

<https://www.tiktok.com/@princilia.pol/video/7644284618610380039?q=accord%20de%20washington&t=1780305327111>

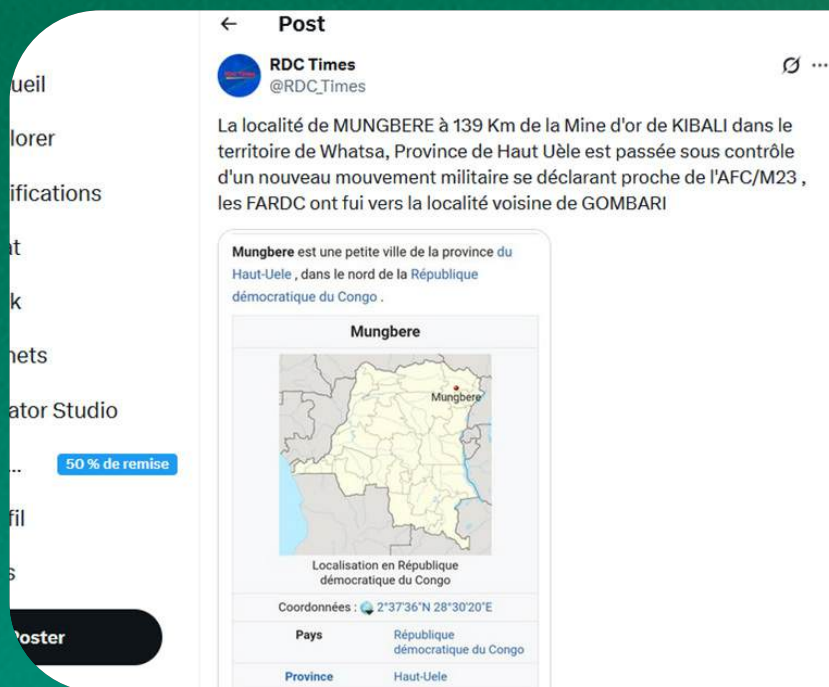
Pour vérifier cette affirmation, nous avons d'abord effectué des recherches à partir des mots-clés « Les USA et la RDC révisent l'accord de Washington sans le Rwanda ». Ces recherches n'ont permis de trouver aucun document officiel, communiqué ou article de source crédible confirmant cette information. Nous avons ensuite consulté les canaux de communication officiels des États-Unis, notamment le site de [l'ambassade américaine en RDC](#), ainsi que les comptes officiels du président américain sur X et sur [truth social](#). Aucune déclaration relative à une éventuelle révision de l'accord de Washington entre les États-Unis et la RDC, sans la participation du Rwanda, n'y a été trouvée. Nous avons également examiné les publications récentes du [département d'état américain](#). Celles-ci portent notamment sur la mise à jour de la situation liée à la [maladie à Virus Ebola](#) et les sanctions imposées à deux hauts responsables de groupes armés, à savoir [les Forces démocratiques de libération du Rwanda](#) (FDLR) et le Mouvement du 23 mars (M23), soutenu par le Rwanda. Aucun contenu ne fait mention d'une révision de l'accord de Washington. Du côté congolais, nous avons consulté les plateformes officielles de [la Présidence de la République](#), du [ministère des Affaires étrangères](#) ainsi que du [ministère de la Communication et des Médias](#). Nous avons également vérifié les publications du ministre de la Communication sur [son compte X](#). Là encore, aucune communication officielle ne fait état d'un processus de révision de l'accord de Washington ni d'une modification de ses dispositions. Au terme de ces vérifications, aucune source officielle ou indépendante crédible ne permet de confirmer l'existence d'une révision de l'accord de Washington entre les États-Unis et la RDC sans la participation du Rwanda. Par ailleurs, cette information n'a été relayée par aucun média international, national ou local reconnu, alors qu'une évolution diplomatique de cette importance aurait vraisemblablement fait l'objet d'une large couverture médiatique.

Les discussions entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23 se poursuivent en Suisse

Après plusieurs mois d'affrontements dans l'Est de la République démocratique du Congo, le gouvernement congolais et les rebelles de l'AFC/M23 ont engagé des négociations sous médiation qatarie à Doha. Ces discussions ont abouti, le 19 juillet 2025, à la signature d'une [Déclaration de principes](#) par laquelle les deux parties se sont engagées à œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu, de la protection des civils et de la poursuite du dialogue en vue d'un accord de paix global. Le processus s'est poursuivi en avril 2026 à Montreux, en Suisse, où les délégations ont repris les discussions sur les modalités de mise en œuvre des engagements pris à Doha. Les échanges ont notamment porté sur l'accès humanitaire, la protection des populations civiles, les garanties judiciaires ainsi que les mécanismes de suivi du cessez-le-feu, dans le but de parvenir à un accord durable pour mettre fin au conflit dans l'Est du pays. Le 19 avril 2026, [les Nations unies](#) ont salué les avancées enregistrées lors de ces pourparlers et encouragé les parties à poursuivre leurs efforts en faveur d'une solution pacifique au conflit.

En définitive, aucune preuve ne permet d'affirmer que le gouvernement congolais et les États-Unis envisagent de réviser l'accord de Washington sans l'implication du Rwanda. En revanche, des discussions sont en cours entre l'État congolais et le mouvement rebelle AFC/M23 dans le cadre du processus de médiation mené en Suisse.

Pamoja kwa **Amani**
ensemble pour la paix



Les FARDC démentent la prise de Mungbere, dans la province du Haut-Uele , par un nouveau mouvement armé proche de l'AFC/M23

Une publication diffusée sur le réseau social X affirme qu'un nouveau mouvement armé se réclamant proche de l'AFC/M23 a pris le contrôle de la localité de Mungbere, dans le territoire de Whatsa, en province du Haut-Uélé (Est de la RDC), et que les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) auraient abandonné leurs positions. Toutefois, les vérifications effectuées ne corroborent pas cette affirmation. Contacté par notre rédaction, un leader communautaire de la zone fait état d'attaques attribuées aux ADF dans les groupements d'Ambanzane et de Ligoya, situés à environ cinq kilomètres de Mungbere, sans signaler une occupation de la localité. De leur côté, les FARDC démentent cette information.

En deux lignes : la localité de Mungbere n'est pas passée sous le contrôle d'un groupe armé proche de la rébellion de l'AFC/M23.

Alors qu'une attaque menée par les terroristes ADF visait la localité de Suka na Mboka, les Forces armées de la RDC ont annoncé [l'avoir repoussée à une trentaine de kilomètres de Mungbere, dans le territoire de Whatsa. Cette situation a provoqué un important déplacement de populations.](#)

En mars 2026, les FARDC avaient déjà [libéré plus d'une centaine de civils précédemment pris en otage par les ADF lors d'opérations menées dans la localité d'Apolo.](#) En avril 2026, elles avaient également déjoué des tentatives [d'incursions attribuées à ce groupe armé dans les territoires de Wamba et Whatsa.](#)

[Le gouverneur de la province avait par ailleurs assuré](#) que des mesures de sécurité avaient été mises en place afin de protéger les populations civiles face à la menace persistante des ADF.

CITATION

« La localité de MUNGBERE à 139 Km de la Mine d'or de KIBALI dans le territoire de Whatsa, Province de Haut Uèle est passée sous contrôle d'un nouveau mouvement militaire se déclarant proche de l'AFC/M23 » ([publication archivée](#))

LES FAITS

Nous avons d'abord mis en doute cette affirmation. Une recherche effectuée à partir des mots-clés « Mungbere, contrôle, alliés, ADF, proche, AFC/M23 » [n'a permis de trouver aucune source](#) crédible corroborant cette information. Nous avons ensuite contacté Pascal Mashia, un leader communautaire de Mungbere, afin de vérifier cette allégation. Joint via Whatsapp, il a catégoriquement démenti l'information.

« C'est faux », a-t-il affirmé, avant de préciser que des attaques avaient été signalées dans plusieurs villages de la zone. « Les rebelles ont attaqué les villages de Muley, Maduya et Ambanzane. Ils ont ensuite progressé dans le groupement Logoya, notamment dans les villages de Dula et Enziya. Toutefois, ils se sont arrêtés à environ cinq kilomètres de Mungbere, précisément dans les villages de Dimba et Angbokaka », a-t-il expliqué.

Pour recouper ces informations, nous avons contacté le capitaine July Kynsher Mba, porte-parole des FARDC dans le secteur opérationnel de l'Uélé. Celui-ci a confirmé que la localité de Mungbere n'était pas passée sous le contrôle des ADF. Il a également indiqué que les services de renseignement n'avaient, à ce stade, identifié aucun lien entre les assaillants et un groupe armé affilié à l'AFC/M23.

« D'après les informations dont disposent nos services de renseignement, rien ne permet d'affirmer que ces éléments agissent en collaboration avec un autre groupe armé. Ils n'ont pas pris le contrôle de Mungbere, mais ils commettent des exactions. Vous connaissez le mode opératoire des ADF: Ils mènent généralement des attaques ponctuelles avant de se replier. Ils ne cherchent pas à assiéger ou à occuper durablement les localités. Certaines localités ont effectivement été attaquées, mais nos forces sont intervenues et les ont sécurisées. Aujourd'hui, l'ennemi est en débandade », a déclaré le capitaine lors d'un entretien téléphonique accordé à Balobaki Check le 4 juin 2026.

En conclusion, aucune preuve ne permet d'affirmer que la localité de Mungbere, dans la province du Haut-Uélé, est passée sous le contrôle d'un groupe armé proche de l'AFC/M23.

Pamoja kwa ajili ya **Amani**
ensemble pour la paix



Les rebelles de l'AFC-M23 n'ont pas affiché leur soutien au changement de la constitution, le communiqué qui circule est un faux

Sur le réseau social X, une publication affirme que les rebelles de l'AFC/M23 soutiennent le projet de changement de la constitution porté par le pouvoir en place en République démocratique du Congo (RDC). Pour appuyer cette affirmation, son auteur cite un communiqué signé le 27 mai 2026 par le porte-parole de ce mouvement, Lawrence Kanyuka. En réalité, le communiqué utilisé n'est pas authentique

En deux lignes :nos vérifications prouvent que ce communiqué, publié avec la signature du porte-parole de l'AFC-M23, a été truqué, l'affirmation d'un soutien au changement de la constitution est fausse.

[L'information que nous vérifions](#) intervient dans un contexte marqué par l'adoption, par l'Assemblée nationale congolaise, [de la loi sur le référendum](#) relatif à une éventuelle révision de la Constitution, cette manoeuvre politique a suscité de vives réactions au sein [de l'opposition congolaise](#), dont plusieurs personnalités dénoncent une initiative qu'elles jugent controversée. C'est dans ce climat de fortes tensions politiques que la publication attribuée à l'AFC/M23 un soutien au changement de la constitution a largement circulé sur les réseaux sociaux.

CITATION

“RDC: L'#AFC_M23 : d'accord avec le changement de la #Constitution. Dans un communiqué rendu public, ce mouvement rebelle se félicite de cette initiative qu'il qualifie de purement démocratique. Lisez leur #déclaration”

Le style du communiqué, ainsi que la position de l'AFC/M23, un mouvement qui s'est régulièrement opposé à toute modification de la constitution en RDC, ont suscité des interrogations. Pour vérifier l'authenticité du document, nous avons d'abord consulté les publications diffusées par [Lawrence Kanyuka](#), porte-parole de ce mouvement, présenté comme signataire du communiqué daté du 27 mai 2026. Aucune information en lien avec le document que nous vérifions n'a été trouvée.

Nous avons ensuite effectué une recherche avec les mots clés " position de l'AFC/M23 concernant le changement de la Constitution". Cette démarche nous a conduit vers plusieurs déclarations publiques du mouvement allant dans le sens contraire de l'affirmation relayée sur les réseaux sociaux. Parmi elles, figure un article publié le 4 juin 2026 par [MediaCongo](#), rapportant que l'AFC/M23 menaçait de proclamer l'indépendance des territoires sous son contrôle en cas de modification de la Constitution par le gouvernement de Kinshasa.

Nos recherches nous ont également permis de retrouver des vidéos de conférences de presse animées par [Corneille Nangaa](#), au cours desquelles il critiquait ouvertement le projet de révision constitutionnelle porté par les autorités congolaises.

Afin d'obtenir une réaction officielle, nous avons tenté de joindre par téléphone le porte-parole du mouvement cité comme signateur dudit communiqué, sans succès. Nous avons alors contacté, le 9 juin 2026 via WhatsApp, [Lumumba Kambere Muyisa](#), porte-parole du gouverneur du Nord-kivu sous l'AFC-M23, ce dernier a affirmé que le communiqué ne provient pas de l'AFC/M23, le qualifiant d'un document falsifié. " C'est une fake news fabriquée par les membres du régime en place dans l'objectif de discréditer notre mouvement, l'AFC/M23 ", a-t-il déclaré.

En conclusion, nos vérifications démontrent que l'affirmation selon laquelle " l'AFC/M23 soutient un changement de la Constitution en République démocratique du Congo " est fausse. Les recherches effectuées ainsi que les déclarations recueillies des sources officielles de ce mouvement rebelle indiquent que le communiqué présenté comme preuve a été falsifié.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichack@gmail.com, redaction@balobakichack.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichack.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe